

# FRANCE - WALLONIE, MÊME COMBAT ?

La montée des extrêmes dans l'Hexagone est scrutée avec intérêt dans une région où progresse le PTB et où piétine l'extrême droite.

PAR OLIVIER MOUTON

**T**ous les passionnés de politique en Belgique ont le regard vissé sur la présidentielle française, fascinés par son caractère indécis et interpellés par la montée en puissance des extrêmes, tant à gauche qu'à droite. Un intérêt qui n'est pas sans arrière-pensées : les grandes évolutions perceptibles outre-Quiévrain percolent souvent en Belgique francophone. Il est ainsi logique de faire le lien entre l'envol du PTB dans les sondages en Wallonie et à Bruxelles (jusqu'à 20,5 %, dans la dernière livraison du baromètre *La Libre/RTBF*) et la dynamique observée en France autour d'un Jean-Luc Mélenchon qui n'en est pourtant pas à son coup d'essai. Il souffle un vent révolutionnaire...

« Ces courants de gauche radicale se nourrissent, dans toute l'Europe, de l'onde de choc provoquée par la crise économique et financière de 2008, souligne Jean Faniel, directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Il y a un ras-le-bol croissant à l'égard du système économique, des politiques néolibérales et de l'austérité. A cela s'ajoute la profonde lame de fond des critiques du système démocratique et de ses acteurs centraux. Ce qui touche Les Républicains ou le PS en France est valable aussi pour le PS, le MR ou le CDH en Belgique. » Le séisme annoncé chez nos voisins serait-il prémonitoire pour nos scrutins de 2018 et 2019 ?

Raoul Hedebouw et Jean-Luc Mélenchon, même combat ? « Certaines propositions avancées par le candidat français sont proches de celles du PTB et se situent clairement à la gauche radicale du spectre politique, prolonge Jean Faniel. Tant Mélenchon que le PTB profitent aussi d'une excellente communication. Le premier a été présenté comme le principal vainqueur des débats télévisés et engrange à partir de l'élan provoqué par ses meetings simultanés où il se présente en hologramme. On peut mettre cela en lien avec le pouvoir d'attraction de Raoul Hedebouw. »

Il y a toutefois des différences importantes, insiste le politologue. « En termes de parcours et de racines, ce n'est pas du tout la même chose. Jean-Luc Mélenchon a rompu avec le Parti socialiste, après avoir été ministre délégué dans le gouvernement Jospin au début des années 2000. Le PTB, lui, est un parti assez singulier au niveau européen, puisqu'il puise ses racines idéologiques dans le maoïsme. » La Wallonie conserve donc le privilège d'être un îlot à part. Mais les cartes se brouillent sans cesse et les formations surfent sur les succès annoncés. Le PTB soutient Mélenchon alors qu'il lui serait plus cohérent de revendiquer le combat d'un « petit » candidat comme Philippe Poutou. Tandis qu'au PS belge, certains s'affichent ouvertement en faveur de Mélenchon, tournant le dos au prétendant officiel du PS, Benoît Hamon.

## Une extrême n'est pas l'autre

Si la gauche radicale explose dans les intentions de vote en Wallonie, l'extrême droite reste relativement atone : dans le même baromètre *La Libre/RTBF*, la Droite citoyenne pointe à 3,2 % et le Parti populaire chute à 2,2 %. Un fameux contraste avec le Front national en France, crédité de plus de 20 % et donné comme qualifié pour le second tour de la présidentielle depuis le début de la campagne. « En Belgique francophone, l'extrême droite, atomisée, reste très faible et très divisée, acquiesce Jean Faniel. Et elle s'est avérée très inefficace quand elle a pu avoir des élus. Elle souffre en outre de l'interdiction d'employer le nom, le sigle et le logo du FN, décrétée par Marine Le Pen elle-même en 2012. » Pourtant, souligne le directeur général du Crisp, par les temps qui courent, il y a un potentiel chez nous en termes de ras-le-bol, d'affaires, de critiques des acteurs traditionnels, mais aussi en matière de rejet des étrangers ou de l'immigration, de la quête d'une plus grande sécurité...

« Il n'y a pas de différences majeures entre les attentes des Belges francophones et des Français par rapport aux thèmes de prédilection du Front national, prolonge Jérôme Jamin, politologue à l'université de Liège et spécialiste de l'extrême droite. La différence se situe au niveau de l'environnement politique. Seuls des acteurs exceptionnellement habiles parviennent à porter ces thèmes en donnant l'impression de ne pas sortir du cadre démocratique. Ce type de profil manque à l'appel en Belgique francophone. Seul un appareil solide, autoritaire et bien structuré peut contenir les forces centrifuges fréquentes à l'extrême droite. Ici aussi, la tâche est plus délicate en Belgique francophone en raison de la faiblesse du discours nationaliste en Wallonie et à Bruxelles. Enfin l'environnement politique est bien rodé à l'égard de l'extrême droite et tire profit, depuis plus de vingt ans, d'une exclusion brutale, coordonnée et systématique de toute personne qui voudrait porter le flambeau extrémiste. Cela ne veut pas dire que les idées d'extrême droite ne circulent pas dans les partis traditionnels, cela veut dire que la classe politique trouve un intérêt majeur à expédier et diaboliser sur-le-champ toute personne qui tenterait l'aventure d'extrême droite. »

Le Parti populaire de Mischaël Modrika-

**« Il n'y a pas de différences majeures entre les attentes des Belges francophones et des Français par rapport aux thèmes de prédilection du Front national »**

men est le dernier avatar en date d'une formation se fracassant sur les résistances de la démocratie, tout en se déchirant en interne. Les derniers démêlés autour du député wallon André-Pierre Puget illustrent l'incapacité pour la droite extrême wallonne de se structurer. Élu sur la liste du Parti populaire, Puget a claqué la porte du PP en dénonçant son obsession islamophobe. Il a rejoint La Droite d'Aldo-Michel Mungo (dissident, lui aussi, du PP) avant de se disputer avec lui, en février dernier, sur fond d'accusations de lien avec l'extrême droite française.

Au sein d'une classe politique francophone captivée, le mouvement En Marche ! récolte le plus de suffrages parmi les représentants du MR, du CDH, de DÉFI voire d'Ecolo. « A cet égard aussi, on regarde avec intérêt ce qui se passe en France,

conclut Jean Faniel. Mais chez nous, n'affleure pas encore de recomposition. Il y a bien sûr des modifications potentielles des rapports de force entre les partis existants. Mais je n'ai pas l'impression que DÉFI, Ecolo ou le CDH sont en train de planifier leur regroupement. Le centre n'apparaît d'ailleurs pas en Belgique comme une alternative nouvelle, contrairement au mouvement de Macron en France, qui

tranche par rapport à l'habituel clivage gauche/droite. » La révolution n'est pas encore complètement en marche. ♦